

**Michel David PKP** n'a aucun intérêt à ouvrir son jeu maintenant *Page B 3*

**Manon Cornellier** Trudeau devra donner des pouvoirs à ses ministres *Page B 2*

**Idées** Il vaut mieux investir dans l'éducation que dans les jeux *Page B 5*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 31 OCTOBRE ET DIMANCHE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2015



L'affaire des policiers de Val-d'Or a été un révélateur pour la société québécoise.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

10 ANS PLUS TARD

## La France toujours hantée par ses banlieues

CHRISTIAN RIOUX  
à Paris

Le 27 octobre 2005, deux jeunes de Clichy-sous-Bois, Zyed Benna et Bouna Traoré, trouvaient la mort après s'être réfugiés dans une centrale électrique alors qu'ils fuyaient la police. Les adolescents en fuite voulaient échapper à un simple contrôle d'identité. En 24 heures, la rumeur d'une bavure policière s'est répandue comme une traînée de poudre mettant le feu aux banlieues françaises. Même si elles ne firent aucun mort, les émeutes durèrent trois semaines consécutives et attirèrent les médias du monde entier. L'état d'urgence sera décrété et plus de 10 000 voitures seront incendiées. Dans leur colère, les insurgés s'attaqueront surtout à des bâtiments publics : écoles, bibliothèques, piscines.

Cette semaine, avec les familles des jeunes impliqués dans le drame, les habitants de Clichy-sous-Bois ont souligné cet anniversaire à leur manière. Ils se sont recueillis devant la stèle construite près de l'école, ont organisé un tournoi de football et un spectacle dont les profits sont allés aux familles des victimes.

Mais, si les commémorations ont été discrètes, il n'en va pas de même du bilan que l'on dresse de la situation des banlieues dix ans plus tard.

### Une ville méconnaissable

Pendant que la presse française continue à propager une image misérabiliste des banlieues, une petite visite à Clichy-sous-Bois suffit à gommer l'image traditionnelle que l'on se fait de celles-ci. Immeubles abandonnés, rues désertées, services publics en décrépitude, tel était peut-être le paysage de Clichy-sous-Bois en 2005. Mais, dix ans plus tard, la ville est méconnaissable. En une décennie, elle s'est littéralement métamorphosée. Qu'on en juge. Le centre-ville a été entièrement rénové. Deux écoles, un collège et un centre social viennent à peine d'être construits. Cinq squares ont été aménagés, sans compter le commissariat et la clinique qui sont neufs. De quoi faire rêver les habitants d'une ville à moitié détruite comme Mégantic au Québec.

En dix ans, l'État a investi pas moins de

VOIR PAGE B 3 : BANLIEUE



THOMAS COEZ AGENCE FRANCE-PRESSE

Il y a dix ans, l'état d'urgence était décrété à Clichy-sous-Bois.

## LA QUESTION AUTOCHTONE

# De la crise à la prise de conscience

Ceci n'est pas une crise, a affirmé en substance le directeur général de la Sûreté du Québec, Martin Prud'homme, au sujet des allégations d'agressions sexuelles de femmes autochtones qu'auraient commises des policiers. En mai dernier, des ministres, dont Lise Thériault et Geoffrey Kelley, alertés par un organisme d'entraide autochtone, ont eu la même réaction, laissant la SQ enterrer l'affaire. Jusqu'à ce qu'un reportage de Radio-Canada montre ce que le gouvernement Couillard refusait de voir.

ROBERT DUTRISAC  
Correspondant parlementaire  
à Québec

Un ministre de la Sécurité publique qui quitte ses fonctions temporairement pour une cause médicale encore inconnue. Un premier ministre interpellé par les chefs autochtones qui s'empresse d'accepter leur invitation pour mercredi prochain, quitte à reporter la réunion du Conseil des ministres. Et il n'y a pas de crise?

À Val-d'Or, les citoyens n'ont que ce mot à la bouche. Le maire, Pierre Corbeil, est alarmé. «On a l'impression que Val-d'Or est tout à coup devenu hors de contrôle, sans dessus dessous et en proie à des actes répréhensibles. Il y a un climat de méfiance et des odeurs de discrimination qui peuvent refaire surface», déclarait-il jeudi, en lançant un appel au calme, comme l'ont rapporté les médias locaux. Le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a lui aussi parlé d'une crise.

Les Cris ont annoncé qu'ils suspendaient la tenue d'activités publiques à Val-d'Or, notamment un tournoi de hockey en décembre, ce qui a consterné la Chambre de commerce de la ville, qui craint les contrecoups économiques. «Il va de soi que le gouvernement de la nation crie exigera des mesures concrètes avant que nos leaders puissent être convaincus que nos membres seront respectés et en sécurité lorsqu'ils visiteront ou iront travailler dans des communautés non autochtones comme Val-d'Or», a fait valoir le chef Matthew Coon-Come.

Philippe Couillard fut outré de se voir dési-

gné comme «le premier responsable» de la situation par Ghislain Picard. Mais il n'en a rien laissé paraître, ou si peu. L'enjeu est trop important, à ses yeux, pour que les susceptibilités l'emportent sur sa volonté de s'occuper de la question autochtone. Il a d'ailleurs un intérêt concret à ce sujet : la circonscription de Roberval, qu'il représente, comprend la réserve de Mashteuiatsh.

### Cinq mois

Certes, Philippe Couillard ne semble guère pressé de faire en sorte que cessent ces enquêtes de la police sur la police. Pendant cinq mois, la direction des normes professionnelles de la SQ a enquêté sur ses propres policiers postés à Val-d'Or; on ne sait ce qu'a donné cet examen. La lettre d'Édith Cloutier, du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, envoyée au chef de police de la SQ et en copie conforme aux ministres de la Sécurité publique, de la Justice et des Affaires autochtones mentionnait des «allégations sérieuses» relatives à des agressions physiques et sexuelles. On peut se demander en quoi les agressions sexuelles peuvent faire l'objet de normes professionnelles.

Enfin, parce que l'affaire a fait l'objet d'un reportage choquant, le gouvernement a confié cette enquête à un autre corps policier, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Avec un observateur, a ajouté ces derniers jours le premier ministre. Les autochtones auront leur mot à dire sur sa nomination.

Le cas de ces femmes autochtones à Val-d'Or renvoie à toute la relation des Québécois

blancs avec les Premières Nations, à la discrimination et au racisme que subissent les autochtones, à leur rapport avec la police et le système de justice, à leurs conditions de vie souvent miséreuses. Philippe Couillard croit que la Loi sur les Indiens, qui relève du gouvernement fédéral, doit être remplacée. «La Loi sur les Indiens est à ce point mal faite qu'elle a été un catalyseur de misère», indique-t-on dans son entourage.

### Commissions

En novembre débutera à Québec une commission parlementaire sur les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale. Il s'agit d'un mandat d'initiative que les élus se sont donné.

Philippe Couillard a évoqué la tenue d'une commission sur la question autochtone en parallèle avec la commission d'enquête que le nouveau premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a promis de tenir rapidement sur les assassinats et les disparitions de femmes autochtones. La formule de la commission québécoise n'est pas arrêtée.

Le député néodémocrate de la circonscription fédérale d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou, Romeo Saganash, entend talonner le gouvernement Trudeau pour qu'il tienne rapidement la commission d'enquête promise. Il voit toutefois d'un bon œil la tenue de cette commission parallèle par le gouvernement Couillard. Mais il croit que le premier ministre québécois fait de la diversion quand il dénonce la Loi sur les Indiens. «J'ai l'impression qu'il essaie de dévier l'attention de la SQ vers ça alors qu'il est directement responsable de la SQ», affirme-t-il.

Le député fédéral juge que les Cris ne devraient pas boycotter la Ville de Val-d'Or, qui

VOIR PAGE B 2 : CRISE

Le cas de ces femmes autochtones à Val-d'Or renvoie à toute la relation des Québécois blancs avec les Premières Nations

Samedi, 7 novembre 2015 à 9h30  
Hôtel Gouverneur Place Dupuis, Montréal

## COLLOQUE ANNUEL

« Quelque chose comme un grand peuple »

Inscription obligatoire  
www.irq.quebec ou 514 743-4267

## Les INTÉRÊTS du QUÉBEC : hier, aujourd'hui et demain

Avec notamment :  
Antoine Robitaille, éditorialiste au journal *Le Devoir*  
Claudette Carbonneau, ancienne présidente de la CSN  
Mathieu Bock-Côté, sociologue (Ph.D.), chroniqueur et directeur de la recherche, IRQ  
Patrick Taillon, professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval

Présenté par  
**IRO** INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE QUÉBEC

## Un premier test

MANON CORNELLIER  
à Ottawa



Justin Trudeau prend les rênes du pouvoir mercredi prochain. On saura enfin qui formera son cabinet. On y trouvera un nombre égal d'hommes et de femmes. Il l'a promis. Il devrait compter moins de ministres. Trente tout au plus, dit-on, mais moins de préférence.

L'appui que le Québec lui a accordé — 40 députés — y sera reflété. Il s'y est engagé. Mais il voudra aussi donner à l'Ouest une place qui soit à la hauteur de la cour qu'il lui fait depuis trois ans. Il aura certainement un faible pour l'Atlantique, rouge mur à mur, et pour l'Ontario, où il a raflé 80 sièges et obtenu l'aide de la première ministre libérale Kathleen Wynne.

À travers cela, le chef libéral devra trouver un juste équilibre entre l'expérience et la relève. Avec 183 députés parmi lesquels choisir, dont de nombreuses vedettes et grosses pointures, il aura l'embarras du choix. Ce qui est sûrement plus plaisant que d'être à court d'élus dans des régions clés. Parlez-en au premier ministre sortant Stephen Harper, qui, dès la formation de son premier cabinet, a brisé sa promesse de ne nommer que des sénateurs élus pour avoir un ministre de la région de Montréal, Michael Fortier.

On peut s'amuser à deviner qui seront les heureux élus de la loterie ministérielle, mais le vrai signal d'un changement d'approche se vérifiera à la marge de manœuvre qu'il accordera à ses ministres pour prendre des décisions et s'exprimer.

Au lendemain de son élection, le chef libéral a déclaré qu'il voulait des ministres qui sont plus que des porte-voix, qu'il voulait des décideurs. Ce qui sous-tend cet engagement est deux promesses importantes qu'il a faites durant la campagne. Sur les ondes de la CBC, il a déclaré vouloir renverser la tendance vers la concentration des pouvoirs au bureau du premier ministre. Il a aussi dit à plusieurs occasions vouloir restaurer la confiance du public en ses institutions.



Depuis qu'il a sollicité la direction du Parti libéral du Canada (PLC), Justin Trudeau a promis de faire la politique autrement, en évitant la négativité et en restant proche des gens. Comme chef, il a gardé le cap avant et durant la campagne électorale. Le défi est nettement plus grand une fois au pouvoir, car en détenant tous les leviers nuit peut-être au bon fonctionnement de notre démocratie, mais cela peut se révéler bien commode.

On juge son œuvre à l'aune des engagements pris. Ils vont du renforcement de la Loi sur l'accès à l'information à l'adoption de règles pour éviter l'usage abusif des projets de loi omnibus, en passant par un assouplissement de la discipline de parti. Ainsi, des députés seront libres de voter comme ils l'entendent lorsqu'il ne s'agira pas d'un vote de confiance, de la mise en œuvre d'une promesse inscrite dans le programme du parti ou de décisions touchant les droits fondamentaux des citoyens.

La plupart des engagements de M. Trudeau au sujet du cabinet ne figurent pas dans son programme. Il les a pris de vive voix. Ils rejoignent toutefois, du moins en partie, les conclusions d'un rapport portant sur la restauration de la confiance du public en ses institutions, publié cette semaine par le Forum des politiques publiques. Il a été rédigé par un groupe de cinq éminents Canadiens, dont l'ancien premier ministre du Québec Jean Charest, l'ex-ministre albertain des Finances Jim Dinning et la p.-d.g. du Groupe Desjardins, Monique Leroux.

Selon eux, la concentration du pouvoir entre les mains du premier ministre et du personnel politique s'est produite au détriment de l'influence des ministres, des élus et des fonctionnaires. Ces trois groupes n'arrivent plus à jouer leur rôle. Le personnel politique au sein du bureau du premier ministre s'est substitué au cabinet comme centre de prise de décisions et néglige la fonction publique comme source de conseils impartiaux.

Le groupe croit lui aussi qu'il faut réduire la taille du cabinet, mais suggère moins de 25 membres afin justement de le rendre capable de prendre des décisions et de cesser de le traiter comme un simple groupe témoin. Des ministres devraient aussi comparaître régulièrement devant les comités parlementaires, nommer eux-mêmes leur chef de cabinet et répondre des actes de leur personnel politique.



D'autres recommandations du groupe de travail trouvent écho auprès de M. Trudeau. On note dans son programme l'accroissement des ressources des comités parlementaires et l'élection de leur président par scrutin secret. Les auteurs du rapport, eux, voudraient aussi qu'il y ait moins de comités, que ces derniers puissent siéger lorsque la Chambre ne fonctionne pas et que leurs membres soient nommés pour la durée d'un Parlement afin d'acquiescer une véritable expertise.

M. Trudeau est sur la bonne piste, mais il devra aller plus loin. L'érosion de nos institutions, la perte d'influence des députés et l'affaiblissement des contrepoids au pouvoir exécutif ne datent pas d'hier. En fait, la concentration du pouvoir au sein du bureau du premier ministre a démarré sous Pierre Elliott Trudeau. Son fils le reconnaît et a dit publiquement qu'il espérait être celui qui mettrait fin à cette tendance. Le premier test aura lieu mercredi.

mcornellier@ledevoir.com



JEFF MCINTOSH LA PRESSE CANADIENNE

Les redevances du pétrole représentent environ 30 % des revenus du gouvernement albertain.

ALBERTA

## En panne sèche

### La dépendance au pétrole est un problème dont Edmonton ne parvient pas à se défaire

Encore une fois, l'Alberta réaffirme le besoin de diversifier son économie en espérant que les prix du pétrole reprendront de l'altitude. Entre les souhaits et la réalité, préviennent des observateurs, il y a un gouffre. Cette fois sera-t-elle la bonne?

FRANÇOIS DESJARDINS

En se levant pour prononcer son discours mardi, le ministre des Finances a affirmé ce que d'autres ont dit bien avant lui. « Ce n'est pas comme si l'Alberta n'avait jamais vu ça », a déclaré Joe Ceci. Peut-être, diront les uns. « Et ce n'est pas comme si nous ne savions pas quoi faire. » Peut-être pas, diront les autres.

Pendant des années, l'Alberta a fait la leçon fiscale aux gouvernements qui — le hasard est ainsi fait, n'est-ce pas? — n'avaient pas l'heureux loisir d'être assis sur le troisième gisement de pétrole au monde. Or, la chute des prix a placé le nouveau gouvernement aux commandes d'une machine en panne sèche et le NDP, comme bien d'autres avant lui, se bute à un problème que ces autres n'ont pas tout à fait su résoudre.

« On ne peut pas être un one trick pony axé sur le pétrole », laisse tomber Don Drummond, ex-économiste en chef de la Banque TD qui œuvre aujourd'hui à l'Université Queens. « La richesse pourrait un jour revenir, mais les bénéfices ne sont pas inclusifs et il y a trop de facteurs en jeu à l'échelle mondiale. Il faut diversifier. » À quel point est-ce difficile? « Extrêmement. »

#### La diversification

Le discours de M. Ceci, qui en était à son premier budget comme grand argentier, contient 30 fois les mots « diversifier » ou « diversification ». Cette tâche est « sur le brûleur arrière » depuis trop longtemps, a-t-il dit, tout comme le développement des affaires.

« Au fil du temps, on a pu lire des documents gouvernementaux qui soulignaient à grands traits la diversification, mais il s'agissait souvent de la diversification autour des gisements », dit M. Drummond.

« Par exemple, on nous a parlé des succès de l'industrie pétrochimique... Je veux bien. C'est un peu différent de l'extraction pure et simple du pétrole ou du gaz naturel, mais c'est dans le même univers », ajoute M. Drummond. « Êtes-vous en train de diversifier dans les secteurs de la fabrication, des services financiers ou des services aux entreprises? Non. Quoique l'historique des autres États qui ont tenté ça n'est pas si reluisant. »

Revenons un moment sur les principaux éléments du budget:

**34 milliards** en projets d'infrastructures sur cinq ans, soit 15% de plus que prévu en mars dernier.

**Un programme** de 178 millions qui offrira aux entreprises, organismes de charité et sans but lucratif un appui pouvant atteindre 5000\$ pour chaque emploi créé.

**La mise sur pied** d'un ministère du Développement économique et du Commerce.

**La fin du taux** d'imposition unique de 10% et

une nouvelle hausse des taxes sur l'alcool et le tabac.

**La mise à contribution** des grandes institutions financières contrôlées par la province pour stimuler l'investissement en entreprise.

#### 30% des revenus

Quelle est l'ampleur du gouffre? La chute des cours du pétrole a eu un effet catastrophique sur les finances albertaines. La déprime, au net, a privé le gouvernement de 6 milliards de revenus par rapport à l'an dernier, lorsque l'ensemble des recettes avait atteint 49,5 milliards. De manière générale dans le passé, a rappelé le gouvernement Notley, les redevances associées aux ressources naturelles ont représenté environ 30% des recettes du gouvernement.

Cette chute des cours du pétrole a été accompagnée d'un passage à vide de la croissance économique. Si elle se situait à 4,4% l'an dernier, une progression supérieure aux attentes, cette croissance devrait se transformer cette année en recul de 1%, ce que le gouvernement désigne comme une « légère récession ». L'année 2016 donnera lieu à un gain de 0,9%, selon les documents du budget.

Dans ses prévisions concernant le pétrole, le gouvernement de Rachel Notley entrevoit le cours du West Texas Intermediate (WTI) à 50\$US en 2015-2016, à 61\$US en 2016-2017 et à 68\$US en 2017-2018. Ces jours-ci, le baril se négocie autour de 46\$US.

Ces attentes semblent optimistes, disent cer-

tains. En guise de comparaison, l'Agence américaine d'information sur l'énergie croit que le cours du WTI remontera seulement à 53,57\$US en 2016.

« Ce budget semble répéter les expériences de [Don] Getty et de [Ed] Stelmach », a écrit dans le *Financial Post* le professeur de politique fiscale Jack Mintz, de l'Université de Calgary. « Les budgets équilibrés sont basés sur l'espoir d'une reprise des prix du pétrole. Peut-être que ça se produira. Peut-être pas. Peut-être que c'est ça, "l'Alberta Way" », a-t-il ajouté en faisant référence à l'expression que Joe Ceci a brandie huit fois dans son discours.

#### Le développement

Les mesures annoncées par Joe Ceci réussiront-elles à favoriser une diversification plus poussée que celle des 30 dernières années? Les paris sont ouverts. L'appui financier de 5000\$ pour chaque emploi créé ne fait pas l'unanimité chez les spécialistes — comment mettre en place les contrôles adéquats? —, mais d'autres ont dit que cette mesure est plus pertinente qu'un crédit d'impôt. Pourquoi? Parce qu'en période de récession, les entreprises ne font pas nécessairement de profits.

Sur papier, l'Alberta a les moyens de diversifier son économie, croit M. Drummond. « Ils ont une jeune population, une bonne proportion de citoyens éduqués, un faible fardeau fiscal... C'est un environnement favorable, mais quel serait l'effet catalyseur? »

L'économie dans son ensemble est plus diversifiée que la simple composition des revenus qui entrent dans l'assiette fiscale, précise Kevin Milligan, qui enseigne à l'Université de la Colombie-Britannique. Mais il est difficile pour un gouvernement d'astreindre l'économie à se diversifier, car bien malin celui qui peut prédire, en toute bonne foi, la direction qu'emprunte le développement.

Selon les données historiques du gouvernement de l'Alberta, l'énergie représentait en 1985 environ 36% de l'économie provinciale. Près de 30 ans plus tard, en 2013, ce pourcentage était de 24,6%. Certains secteurs ont pris plus de place, comme la finance et l'immobilier (de 11% à 13,5%), la construction (de 6,7% à 10,7%) et le commerce de détail et de gros (de 8,1% à 8,7%). La proportion des « services d'affaires et commerciaux » a presque doublé, passant de 5,5% à 10,6%.

Le gouvernement albertain va maintenant inscrire quelques déficits (6 milliards en 2015-2016, par exemple) pour revenir à l'équilibre en 2019-2020. La décision de répartir cet objectif sur quelques années est bonne, dit Kevin Milligan, économiste à l'Université de la Colombie-Britannique. « Ça ne serait pas intelligent d'essayer d'équilibrer le budget chaque année. Surtout compte tenu de la volatilité des revenus provenant des ressources naturelles. »



TOPHER SÉGION LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre Joe Ceci

Le Devoir

## CRISE

SUITE DE LA PAGE B 1

n'a rien à se reprocher dans cette affaire, mais boudier plutôt le Plan Nord du gouvernement Couillard afin d'obtenir des réponses à leurs revendications. Il préconise l'établissement d'un véritable dialogue de nation à nation, du premier ministre aux chefs des communautés autochtones.

De son côté, l'avocat Armand Mackenzie, qui a longtemps conseillé les chefs innus, rappelle

les rapports problématiques qui existent entre les autochtones, d'une part, et les forces de l'ordre et le système de justice, d'autre part. A Sept-Îles, 80% des prévenus dans les cours de justice sont des autochtones, alors qu'ils ne forment que 20% de la population. Et tout le personnel de la cour de justice est blanc, relève-t-il. En 1994, un rapport du juge Jean-Charles Coutu sur l'administration de la justice et les communautés autochtones recommandait d'établir des tribunaux communautaires autochtones, recommandation qui est restée lettre morte. Et il y a l'imposant rapport fédéral Erasmus-Dussault, de 1996, dont les recom-

mandations n'ont pas été appliquées.

L'affaire des policiers de Val-d'Or a été un révélateur pour la société québécoise, comme l'a été le mouvement Idle No More au Canada anglais, estime-t-on au gouvernement. Cette affaire a conduit à « une prise de conscience collective » de l'indigence et de la misère au sein des communautés autochtones, estime-t-on. Et à la reconnaissance d'une responsabilité historique. Philippe Couillard veut s'attaquer à un problème complexe et épineux dont la solution dépend surtout du gouvernement fédéral.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

## NÉGOCIATIONS

## La grève, qu'ossa donne?

« Les unions, qu'ossa donne », demandait Yvon Deschamps dans un monologue qui est passé à l'histoire. Près de 50 ans plus tard, on entend encore l'écho de la fameuse question aux accents des piquets de grève: est-ce que la grève est devenue un moyen de pression révolu?

JESSICA NADEAU

Elle a beau dater du XIX<sup>e</sup> siècle, la grève est encore l'arme la plus efficace dont disposent les syndicats pour tenter de faire plier l'employeur, estiment les experts en relations de travail. Les organisations syndicales ont beau essayer, depuis des décennies, de repenser les moyens de pression, ils n'ont toujours pas trouvé de solutions de rechange à la grève.

« On a tout essayé, mais en fin de compte, quand on revient aux relations de travail, la seule façon de faire pression sur l'employeur, que ce soit dans le secteur privé ou public, c'est de ralentir la production ou de faire la grève. On peut bien essayer de se casser la tête, il n'y en a pas d'autres », affirme Jean-Marc Pottle, professeur émérite à la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM.

Pourtant, plusieurs ont essayé de trouver des solutions de rechange. Car chaque fois qu'il y a une grève, on entend les mêmes critiques: la population est « prise en otage ». C'est encore plus vrai lorsque ce sont des employés du secteur public qui débraient puisqu'ils desservent l'ensemble de la population.

Dans le conflit qui oppose actuellement les syndicats du Front commun au gouvernement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, plusieurs manchettes ont, encore une fois, alimenté le débat. Lorsque des professeurs ont annoncé qu'ils ne fêteraient pas l'Halloween dans leur classe, on a répondu que c'était les enfants que l'on pénalisait. Quand les professeurs ont décidé de couper dans les sorties, les institutions culturelles ont répliqué qu'elles en avaient assez d'être instrumentalisées chaque fois que les syndicats font des pressions. Quand les professeurs et le personnel des écoles font la grève, ce sont encore les parents qui doivent composer avec le dérangement.

## Toujours pertinent?

Même au sein des piquets de grève, certains s'interrogent sur la pertinence de prendre trompettes et pancartes. « C'était vraiment décevant, pour ne pas dire révoltant, d'entendre les gens chialer sur le fait qu'ils ne croyaient pas que ça donnerait un résultat positif, de voir les gens se disperser en petits groupes ici et là, avec leur petit réseau, pour jaser de tout sauf de ce pour quoi ils étaient là », écrit cette semaine une lectrice au Devoir. La grève est-elle un moyen de pression révolu? Je crois pertinent de poser la question.

Cette interrogation, le président de la CSN, Jacques Létourneau, l'a entendu maintes et maintes fois. « Ça fait longtemps que je fais du syndicalisme et c'est récurrent. Chaque fois que la question de la grève se pose, les gens demandent: oui, mais on ne pourrait pas inventer autre chose? Le problème, c'est qu'on ne peut pas, ou qu'on n'a pas inventé autre chose. Il faudrait ouvrir la boîte à idées. »

Non seulement il n'y a pas d'autre option, mais quand les syndicats ont tenté d'en trouver, cela a mené à des reculs importants, réplique le professeur de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM Michel Grant. Ainsi, après les gains importants réalisés dans les années 60 et 70 avec les grands mouvements de grèves générales illimitées, le nombre de grèves a diminué au milieu des années 1980. « Il y avait un état de démobilité, on essayait de trouver d'autres moyens et on n'en trouvait pas. D'ailleurs, c'est comme ça qu'il y a eu un recul dans les conditions de travail. »

## BANLIEUE

SUIITE DE LA PAGE B 1

600 millions d'euros (près de 900 millions de dollars) dans cette commune. Certes, la ville est encore isolée en matière de transports publics. Mais, d'ici deux ans, elle sera reliée au RER par le prolongement de la ligne 4 du tramway. Un projet qui s'intègre au vaste plan de transport du Grand Paris destiné à désenclaver les banlieues.

Certes, Clichy-sous-Bois est toujours l'une des villes les plus pauvres de la grande ceinture parisienne. Le chômage y atteint toujours 23% et le nombre de familles qui vivent des allocations sociales se situe aux environs de 28%. Mais le portrait est plus contrasté qu'on le dit.

## Deux visions de la banlieue

Un simple regard sur ce qui s'est passé à Clichy-sous-Bois depuis dix ans suffit à questionner la vision traditionnelle de la banlieue française. Celle d'une zone totalement abandonnée par l'État et des services publics.

En réalité, l'État a dépensé des milliards dans ces banlieues depuis les années 1980, époque où a commencé à apparaître le phénomène de la concentration des populations immigrées en périphérie des grandes villes. Entre 2003 et 2013, pas moins de 12,4 milliards d'euros (18 milliards de dollars) ont été consacrés au plan national de rénovation urbaine (PNRU). L'opération fut qualifiée de « mobilisation générale, inédite jusque-là », par l'Agence nationale de rénovation urbaine. Selon ce rapport publié en 2013, cet effort aurait suscité, au total, 47 milliards d'euros d'investissement dans ces quartiers. Globalement, ces investissements ont profité à 500 quartiers dits sensibles et à quatre millions d'habitants. Un nouveau plan du même genre pour 2014-2024 prévoit des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il n'y a pas de véritable autre option que la grève pour les syndicats, observent des experts.

## Prendre part au débat

Aujourd'hui, le nombre de recours à la grève a encore diminué, note Mélanie Laroche, professeure à l'École de relations industrielles à l'Université de Montréal. Mais « la grève reste encore le moyen le plus pertinent aujourd'hui » pour permettre aux employés de « manifester leur mécontentement ou leur dissension » par rapport aux demandes de l'employeur. « Un moyen de pression qui ne dérange pas, ce n'est pas vraiment un moyen de pression. » Selon elle, le discours de la « prise en otage » témoigne d'une remise en cause de la légitimité de l'action collective au profit de l'individualisme.

« Je pense que la population, plutôt que de se sentir prise en otage, devrait comprendre qu'elle a tout intérêt à prendre part au débat. Je ne dis pas que tout le monde doit appuyer les syndicats du secteur public, on n'a pas nécessairement à être d'accord avec leurs revendications, mais ce n'est pas vrai que la population peut se mettre dans une situation d'acteur qui est témoin et non pas d'acteur participant, parce que ça fait partie des charges fiscales qu'on lui impose et qu'elle bénéficie des services publics. »

S'il y a un mouvement de grève par lequel la population devrait se sentir interpellée, c'est bien celui-ci, estime M<sup>me</sup> Laroche. « Les revendications des travailleurs du secteur public ne sont pas nécessairement corporatistes. Je pense que les gens sont dans la rue pour un idéal qui est plus large, qui est de sauver les services publics. »

## Dérangement et bienfaits

Ce message, selon lequel il y a une corrélation directement entre les revendications des travailleurs du secteur public et la qualité des services rendus, a réussi à être entendu de la population. Et c'est là l'une des grandes forces des syndicats dans la présente négociation, note Mélanie Laroche.

Ainsi, plutôt que de bloquer les portes sans es-

sayer de s'allier la population, comme ça s'est parfois fait dans le passé, les syndicats ont pris le temps de préparer le terrain et d'expliquer aux parents que ce « dérangement temporaire » est bien peu en comparaison des « bienfaits » qu'apportera à long terme cette action collective. Et c'est pourquoi la population semble manifester un certain appui aux syndicats en ce moment.

Ceci relève de l'exploit, car de façon générale, la population penche plutôt du côté gouvernemental, observe Michel Grant, de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. « Il ne faut pas que le public soit trop hostile. Quand vous avez une stratégie syndicale qui réussit au moins à neutraliser l'opinion publique, vous avez déjà atteint un objectif important. » Si tous s'entendent pour dire que les syndicats du Front commun semblent pour l'instant bénéficier d'un certain appui de la population — condition jugée essentielle pour faire plier le gouvernement qui pense toujours en fonction des prochaines élections —, ce n'est pas une recette magique, prévient Michel Grant.

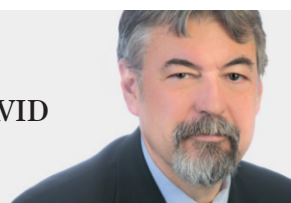
« Les grèves des infirmières, en 1989 et 1999, ça dérangeait, c'était des grèves illégales, et c'est pourtant pratiquement les seules grèves que je connaisse où j'ai senti qu'il y avait une sympathie de l'opinion publique. Mais en fin de compte, il n'y a pas eu de gains majeurs qui ont été faits. Les gouvernements n'ont pas vraiment bougé malgré la sympathie du public. »

Alors, la grève, qu'ossa ça va donner? « Je n'ai pas de boule de cristal, répond Michel Grant. Mais je suis sûr d'une chose, c'est que du côté des demandes syndicales, il y a certainement de la place pour de la négociation et que du côté patronal, il y a certainement une marge de manœuvre. Maintenant, tout va dépendre de l'évaluation que le gouvernement fait de la mobilisation syndicale et de l'état général de l'opinion publique. »

Le Devoir

## La suite des choses

MICHEL DAVID



Stéphane Dion ne cessera jamais d'étonner. Connaissez-vous quelqu'un d'autre que l'échec de l'accord du lac Meech a converti non pas à la souveraineté, mais au fédéralisme? Voilà maintenant qu'il suggère à Pierre Karl Peladeau d'engager des fonds publics pour faire la promotion de l'indépendance. Encore un peu et il lui recommandera de s'inspirer du programme des commandites!

Le hic est que M. Dion propose aussi de remettre la tenue d'un référendum à un deuxième mandat. Autrement dit, il reprend intégralement le scénario que Bernard Drainville a dû abandonner en catastrophe au beau milieu de la course à la direction du PQ, après avoir constaté son effet démobilisateur sur les militants.

À l'opposé, Lisette Lapointe voudrait revenir à l'élection référendaire, dont le PQ avait rejeté le principe au congrès de 1974, mais en haussant la barre afin d'éliminer le déficit démocratique qu'elle risquerait d'entraîner. Il ne suffirait plus de faire élire une majorité de députés souverainistes pour déclarer l'indépendance. Il faudrait aussi que les partis souverainistes obtiennent la majorité des voix.

Cela suppose évidemment qu'ils réussissent à conclure une forme d'alliance, ce qui est loin d'être fait, comme en témoigne le refus de Françoise David de participer au lancement de la mise en vente de reproductions des affiches du OUI de 1995.

Un tel scénario permettrait peut-être de limiter les intrusions illégales venues de l'extérieur dans la campagne, comme cela s'est produit en 1995, mais il deviendrait beaucoup plus difficile de la faire porter au moins en partie sur le bilan du gouvernement Couillard. Plus que jamais, les libéraux feraient de la souveraineté l'unique enjeu.

Autre inconvénient: faute d'avoir obtenu le mandat pour déclarer l'indépendance, un gouvernement souverainiste élu avec moins de 50% des voix pourrait-il légitimement se consacrer à en poursuivre la promotion? Il serait paradoxal qu'après avoir fait campagne presque exclusivement sur la souveraineté, on doive se contenter d'offrir un « bon gouvernement » provincial.

◆ ◆ ◆

M. Peladeau a indiqué à plusieurs reprises qu'il privilégie la tenue d'un référendum en bonne et due forme et qu'il dira clairement avant l'élection d'octobre 2018 si un gouvernement qu'il dirigerait en tiendra un ou non durant un premier mandat.

**La clarté de la question a l'avantage de rendre l'argumentaire plus simple**

Le chef du PQ n'a cependant aucun intérêt à annoncer ses couleurs prématurément. Déjà, le premier ministre Couillard ne manque aucune occasion de présenter la souveraineté comme l'Apocalypse. Il ne serait que trop heureux de lancer la campagne référendaire dès maintenant.

Personne ne peut soupçonner M. Peladeau de tiédeur souverainiste. Le poing qu'il a brandi au début de la campagne de 2014 a peut-être nuï au PQ, mais il n'a laissé aucun doute sur ses intentions. Le flou devra plus tard être dissipé, mais on le laissera choisir son heure, sans le harceler comme on l'a fait jadis avec Lucien Bouchard, à qui on n'a jamais cessé de reprocher ses « conditions gagnantes ».

◆ ◆ ◆

En matière de la clarté, c'est moins la loi de Stéphane Dion que le référendum écossais qui a établi la nouvelle norme. La question posée dans le récent sondage CROP ne laisse place à aucune ambiguïté: « Voulez-vous que le Québec devienne un pays indépendant? » La réponse est tout aussi limpide: le non l'emporte par le score de 64 à 36.

La clarté de la question a cependant l'avantage de rendre l'argumentaire plus simple. En 1995, il était très difficile d'expliquer en quoi consisterait cet Etat hybride, dont Jacques Parizeau ne voulait manifestement pas plus que le Canada anglais, et qui aurait censément été souverain tout en continuant à envoyer des députés à Ottawa.

L'entente tripartite à laquelle la question référendaire faisait référence énumérait une foule de domaines dans lesquels le Québec et le Canada pourraient agir de concert « en fonction de la dynamique des institutions communes et du rythme de leurs aspirations »: commerce international, représentation internationale, transport, institutions financières, défense, politiques fiscales et budgétaires, environnement, postes... et « toutes autres matières que les parties considéreraient d'un intérêt commun ». Pas facile d'expliquer les avantages de la souveraineté quand on prétendait vouloir tout faire ensemble.

On semble tenir pour vérité d'Évangile que les jeunes ont définitivement tourné le dos à la souveraineté. Il est vrai que le NON atteint un sommet de 70% chez les 18-34, selon CROP. Ils sont cependant de loin les plus nombreux (66%) à se dire « avant tout Québécois ». Ils sont également légèrement plus nombreux (49%) à être d'avis que « le Québec a la capacité de devenir un pays indépendant ».

Malgré la morosité ambiante, il y a là des indices encourageants pour la suite des choses. Encore faut-il trouver le ton approprié et reconnaître que la société québécoise n'est plus celle d'il y a 20 ans, encore moins celle des patriotes.

Le Devoir

mdavid@ledevoir.com

subventions supplémentaires de 5 milliards, pour un total de 20 milliards d'investissements.

On peut penser, comme le spécialiste de l'islam Gilles Kepel, que l'on a trop investi dans le béton et pas assez dans l'humain. Mais il est difficile d'accuser les politiques de négliger les banlieues. D'ailleurs, un récent sondage réalisé pour *Le Parisien* révélait que, même si les banlieues sont perçues comme dangereuses, 85% de leurs habitants se déclarent heureux d'y habiter. La proportion tombe cependant à 50% lorsqu'on vit en HLM.

Or, selon le géographe Christophe Guilluy, 85% des familles pauvres françaises ne vivent pas dans ce que les médias identifient à des banlieues chaudes et des « zones sensibles ». Guilluy a démontré (*La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, septembre 2014) que la véritable pauvreté se concentrait plutôt en périphérie de ces banlieues, là où se retrouvaient les populations pauvres chassées justement par l'immigration. Cette population qui représente le principal soutien du Front national se trouve rejetée dans les marges des zones périurbaines où elles vivent d'emplois précaires.

## Un sas d'intégration

Qu'en est-il donc de ces banlieues pourtant toujours identifiées à l'extrême pauvreté et que le premier ministre Manuel Valls n'avait pas hésité à qualifier d'« apartheid »?

Selon Guilluy, contrairement à ce que l'on croit, elles sont des lieux d'ascension sociale. Elles fonctionneraient comme des sas où atteriraient les immigrants et d'où ils repartiraient dès que leur condition s'améliore. Selon Guilluy, la pauvreté mesurée dans ces banlieues est en bonne partie une illusion d'optique. Si, tous les dix ans, on constate la pauvreté des habi-

tants des habitants de Clichy-sous-Bois, rien ne dit que chaque fois on mesure la même population. Les jeunes qui avaient 20 ans lors des émeutes de 2005 en ont aujourd'hui 30, ils se sont mariés, ont trouvé un emploi et ont souvent déménagé.

Le géographe estime que certaines de ces banlieues sont en train de s'embourgeoiser et de s'enrichir. C'est notamment le cas de la ville de Saint-Denis, que Luc Besson a choisi pour créer sa Cité du cinéma et où l'on trouve un grand nombre de jeunes entreprises qui œuvrent dans les secteurs du numérique et de l'informatique.

## Une vision américaine

« En vérité, on a des difficultés à sortir d'une lecture américaine, ghetto black pauvre versus ghetto « blanc » riche, déclarait récemment Christophe Guilluy au quotidien *Le Figaro*. Dans cette doxa, rien ne bouge. Si c'était le cas, on devrait avoir des retraités qui tapent le carton dans les halls d'immeubles, pas des jeunes. »

Dans son dernier film intitulé *Patries*, la jeune cinéaste Cheyenne-Marie Carron a justement cherché à peindre un portrait plus nuancé de ces banlieues. Elle met en scène une jeune Française de souche, Sébastien, issu d'une famille pauvre de province qui déménage en banlieue. Or, c'est lui qui se retrouve en butte à une société communautariste issue de l'immigration. Une société en mal de repères et qui se cherche une identité. En renversant le problème, la cinéaste montre magnifiquement le déchirement que vivent ces populations issues de l'immigration. Déchirement entre la société d'origine des parents et une France qu'elles hésitent à adopter véritablement. De là un immense malaise qui explique peut-être les émeutes de 2005.

**L'État français a dépensé des milliards dans ses banlieues depuis les années 1980**

# ÉDITORIAL

LE RÉFÉRENDUM, 20 ANS APRÈS

## Sortir du marais

Tout le monde a perdu, il y a 20 ans. Et depuis, politiquement, le Québec patauge dans une sorte de marais délétère. Comment en sortir?

**A**

vec son résultat ultraserré, le référendum du 30 octobre 1995 n'a évidemment rien réglé. La défaite du Oui, pourtant courte, a été durablement aggravée par le discours extrêmement malhabile de Jacques Parizeau. Quinze ans plus tôt, avec un score plus déprimant encore, un René Lévesque, pourtant meurtri, avait su avoir la défaite noble et préserver l'avenir.

Malgré tout, on pensait bien, il y a 20 ans, que les 49,4% de «oui» auraient des suites. Le Québec? «Jamais plus il ne sera une quantité négligeable, comme il l'a été en 1982, ni "un problème parmi d'autres" où on le noyait, en 1990 et en 1992, durant les épisodes de Meech et de Charlottetown», écrivait, en une du *Devoir* du 31 octobre la directrice Lise Bissonnette. La veille, le Jean Chrétien n'avait-il pas enjoint aux manifestants du *love-in* de ne pas «laisser tomber» les Québécois? Le soir du référendum, Daniel Johnson n'avait-il pas dit que ce score impressionnant signifiait qu'on allait «améliorer le Canada»? On connaît la suite...

Le slogan des souverainistes, «Oui, et ça devient possible», faisait mouche dans l'après-guerre froide caractérisée par la «fin des idéologies» et un sentiment de blocage politique. Il était grisant de se dire que des choses devenaient «possibles». Les événements de 1990 et 1992 avaient démontré que la voie du fédéralisme renouvelé était bouchée. Le soir du 30 octobre, c'est l'autre voie privilégiée par la moitié des Québécois qui s'obstruait.

Vingt ans plus tard, non seulement est-elle encore bloquée, mais la formule de Jacques Parizeau s'impose: le souverainisme s'apparente à un «champ de ruines». Le fédéralisme québécois, lui? Après avoir eu un frisson devant la feinte d'«ouverture» de Stephen Harper, il est retourné à son trou. Ceux qu'on appelait les fédéralistes se sont mués d'abord et avant tout en antisouverainistes. Amants du *statu quo* et d'une constitution immuable... de peur de faire le jeu des rêveurs de pays.

Dans ce marais, une certaine idée du Québec s'érode. Sans trop s'en apercevoir, on recommence à se dire «province». En 1961, Jean Lesage déclarait: «Pour nous, l'État du Québec, c'est le point d'appui commun, le levier dont nous pouvons et devons nous servir dans la poursuite des tâches que nous impose notre présence dans la réalité canadienne.» Pourtant du même parti que les Lesage et Bourassa, ceux qui gouvernement actuellement travaillent — par anti-souverainisme? — à miner cet État, son autonomie. Sous couvert de mener un exercice de ménage (ce qui s'impose parfois), ils planifient des amputations: la fin des Relations internationales, l'abandon graduel à Ottawa de la perception des impôts. Première depuis le renoncement à l'assurance-chômage en 1940.

L'État du Québec risque, dans les années Couillard, de se vider en partie par le haut. Mais aussi, simultanément, par le bas: le maire Coderre, formé et forgé par Ottawa, a l'œil sur plusieurs morceaux de la «province»: il rêve des revenus de la TVQ et entend désormais discuter directement avec le gouvernement fédéral, où ses anciens collègues du PLC viennent de reprendre le pouvoir. Le maire de la capitale l'appuie et l'accompagne. Même si la commission Charbonneau a démontré qu'elles étaient parfois des gouvernements de proximité avec les magouilleurs, les villes exigent un traitement d'égal à égal avec Québec.

Face à cela, ce n'est pas tant la «division des souverainistes» qui devrait inquiéter, mais celle des nationalistes. Ces derniers forment encore une majorité au Québec, mais ils n'arrivent pas à s'entendre sur un véhicule commun. Il le faudrait, pour mettre au moins un pied en dehors du marais.

TRANSPORT FERROVIAIRE

## Ça ne s'améliore pas

Le rappel n'est pas funeste, mais il a quand même créé toute une frousse: le déraillement de train survenu jeudi à Montréal ravivait celui de Lac-Mégantic en 2013, qui avait causé 47 morts. Il ramène aussi l'incident, moins connu mais inquiétant, survenu l'an dernier dans le quartier montréalais de Saint-Henri, alors que deux trains étaient entrés en collision, entraînant un déversement de diesel qui a nécessité un nettoyage de deux mois.

À chaque accident, que ce soit au Québec ou dans d'autres provinces, se dégage la constante impression de normes de sécurité lâches, sans souci de les faire appliquer pour de bon.

Jeudi, le maire de Montréal, Denis Coderre, dénonçait le fait que les villes ne savent toujours pas si les convois ferroviaires qui les traversent transportent ou non des matières dangereuses. Cette demande élémentaire est faite depuis des années par les municipalités. Elle reste sans réponse, alors même que le trafic ferroviaire, notamment pour faire transiter les produits pétroliers, est en croissance sans limites, qui ne tient compte ni des territoires traversés ni des gens qui les peuplent.

Le déraillement de cette semaine n'impliquait pas de ces matières explosives, mais il serait dû à une lacune importante: le nombre insuffisant de freins à main appliqués sur le convoi, ce qui a fait bouger cette masse de 26 wagons stationnés depuis pourtant des mois. N'y a-t-il donc eu aucune inspection durant tout ce temps pour constater une telle lacune? Il faut rappeler ici que la règle est à l'autosurveillance dans le secteur ferroviaire. Les vérificateurs de Transport Canada ont d'abord pour tâche de valider les systèmes de gestion de la sécurité que les compagnies de chemins de fer sont tenues de mettre en place, selon la réglementation fédérale. On est dans la vérification de procédures sur papier, mais l'étape suivante, elle, est plus floue: qui œuvre à l'inspection sur le terrain? Cette responsabilité, qui relève des entreprises, n'est assurée que par une centaine de personnes chez Transport Canada.

Autre exemple de flou: il n'y aura pas d'étude spécifique menée par Québec pour évaluer la sécurité du projet de convois pétroliers vers le Nouveau-Brunswick, qui traverseront notamment l'île de Montréal. Tant ce projet que la question du transport seront plutôt examinés de manière générale dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) consacrée aux énergies fossiles. Or les études sur le transport semblent pour le moment non disponibles, voire inexistantes, dans le cadre de cette EES qui débutera sous peu. Ce manque de précision n'a vraiment rien pour rassurer.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

### Bombardier: scandale!

Je suis scandalisé par l'annonce officielle d'hier. Notre gouvernement va allonger 1,3 milliard d'argent public dans un projet sans avenir, le programme CSeries de Bombardier. Pour nous dorer la pilule, il crée un partenariat d'affaires et nous parle de la préservation de 40 000 emplois.

D'affaires, il y aura bien peu, et de bénéfices, il n'y en aura pas. Quant aux 40 000 emplois, il me semble que c'est compter un peu large. D'autre part, notre gouvernement a-t-il jamais compté aussi largement le nombre d'emplois perdus à cause de ses réformes dans les services publics? Ah! Mais les employés du secteur public n'ont pas bonne presse en ces temps de néolibéralisme. Eux qui pour-

tant travaillent sous des conventions collectives bien moins généreuses que celles qui prévalent chez Bombardier.

Quand notre premier ministre enjoint aux députés de l'opposition de faire preuve de retenue dans leurs critiques, pour ne pas effaroucher le marché, il fait la preuve que son partenariat d'affaires est un château de cartes sur lequel il ne faut pas trop souffler.

La décision de Bombardier Aéronautique de s'engager dans le marché des avions de ligne moyens porteurs a été prise dans une période euphorique d'ouverture des marchés et de croissance. Mais l'entreprise n'avait pas les moyens de ses ambitions ni la masse critique suffisante pour supporter les aléas d'un avenir pourtant prévisible.

La CSeries sera peut-être la meilleure

de son créneau, mais une fois certifiés par les différentes agences de sécurité aérienne, les avions se valent tous.

A moyen terme, les marchés vont s'ouvrir, c'est sûr. La demande devrait monter en flèche dans les vingt prochaines années, mais pas en Occident, en Asie. Et là, nous ne serons tout simplement pas compétitifs et devons faire face, en plus, à des politiques et lobbies d'États autrement plus puissants que le Canada.

Citoyens contribuables, bonne chance! Quand le château de cartes s'effondrera, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer, et MM. Couillard, Bellemare et Leitaô seront partis.

**Luc De Tremmerie, coordonnateur au développement culturel, MRC du Haut-Saint-Laurent Huntingdon, le 30 octobre 2015**

REVUE DE PRESSE

### L'heure autochtone

GUILLAUME BOURGULT-CÔTÉ

C'est à la fois un témoignage de la volonté des autochtones de s'exprimer lors de la dernière élection... et du fait qu'Élections Canada n'avait pas vu venir ce soudain intérêt: plusieurs réserves ont manqué de bulletins de vote le 19 octobre. Et c'est là une heureuse nouvelle, selon certains observateurs.

Sur le site du magazine *Walrus*, Wab Kinew félicitait cette semaine ses compatriotes des Premières Nations: ils sont allés voter! Kinew se demande d'ailleurs pourquoi Elections Canada n'a pas prévu d'avoir dans chaque bureau le même nombre de bulletins que d'électeurs inscrits, mais bon.

Kinew remarque à cet égard qu'il est révélateur que les médias s'intéressent à ce qui s'est passé dans les réserves. Cet intérêt découle du fait que les autochtones ont posé un geste fort. «C'est ainsi que ça marche: l'engagement politique construit la crédibilité politique, et la crédibilité politique veut dire que vos préoccupations et vos rêves ont plus de chances d'être entendus.»

Les enjeux autochtones ont joué un rôle dans cette élection, rappelle-t-il. Justin Trudeau en a fait mention dans son discours de victoire en parlant d'une relation de nation à nation. Lui et Thomas Mulcair avaient promis une enquête publique sur les femmes autochtones disparues, un enjeu qui n'intéressait personne il y a peu, mais qui est maintenant «grand public». C'est là la preuve que le travail des femmes qui ont eu le courage de dénoncer a porté ses fruits, dit-il.

Kinew écrit que l'intransigeance du gouvernement Harper par rapport à la question autochtone a cimenté l'image d'un gouvernement déconnecté des valeurs canadiennes. Mais l'ère de l'ignorance est terminée. En 2013, les manifestants du mouvement Idle No More n'ont pas réussi à faire fléchir Stephen Harper: deux ans

plus tard, les autochtones l'ont battu à son propre jeu, en sortant voter malgré les restrictions imposées par la Loi sur l'intégrité des élections, applaudit Kinew.

**La surprise**

Dans ce contexte, Michael Harris (site d'iPolitics) se demande s'il ne serait pas enfin temps d'avoir un ministre des Affaires autochtones qui serait autochtone. Le moment serait parfait, dit-il: le caucus libéral compte huit autochtones, dont trois se qualifieraient d'emblée pour le poste: Hunter Tootoo (Nunavut), Jody Wilson-Raybould (Vancouver-Granville) et Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre). «Si Justin Trudeau veut mettre fin à l'ère du paternalisme dans ce dossier, il ne manque pas d'options.»

Depuis des années, ceux qui occupent le poste de ministre ont une attitude qui alterne entre le rôle d'«agent indien» (façon Bernard Vlaccourt) ou de paternaliste bienveillant (manière Jean Chrétien).

Harris parle de l'«Aboriginal Surprise», la surprise autochtone, pour décrire ce qui s'est passé il y a deux semaines. Il estime que le fort taux de vote des autochtones marquait surtout le «rejet absolu» de l'approche Harper dans le dossier autochtone. Celui-ci devrait être au cœur des priorités de Justin Trudeau s'il veut vraiment marquer les esprits avec le changement promis, dit-il.

Ce ne sera pas facile: la liste de problèmes à régler est très longue, à commencer par ceux de l'accès à l'eau potable et à une éducation de qualité. La réforme de la Loi sur les Indiens doit aussi être au menu, en plus de l'enquête sur les femmes disparues. Mais la conjoncture est favorable à un changement positif, pense Harris.

**Le plan Trudeau**

Certains continuent de marteler que Justin Trudeau n'a pas de plan ni de pensée politique: d'autres ont vu au contraire

de son créneau, mais une fois certifiés par les différentes agences de sécurité aérienne, les avions se valent tous.

Le chef libéral a pris deux ans pour élaborer sa plateforme, il a encaissé des coups pendant des mois parce qu'il refusait d'en dévoiler des extraits, mais il n'a pas dérogé à sa stratégie. Le plan était clair et il a été respecté, remarque Den Tandt.

Aujourd'hui, la liste des engagements et des dossiers à traiter est très longue: marijuana, réforme électorale, pensions de vieillesse, accès à l'information, réforme des nominations au Sénat, changements climatiques, opérations de paix, réfugiés syriens, recensement, enquête sur les femmes autochtones, aide médicale à mourir... Ça en fait beaucoup, reconnaît Den Tandt, surtout si l'on s'attend à ce que Trudeau agisse comme Harper: c'est-à-dire tout seul.

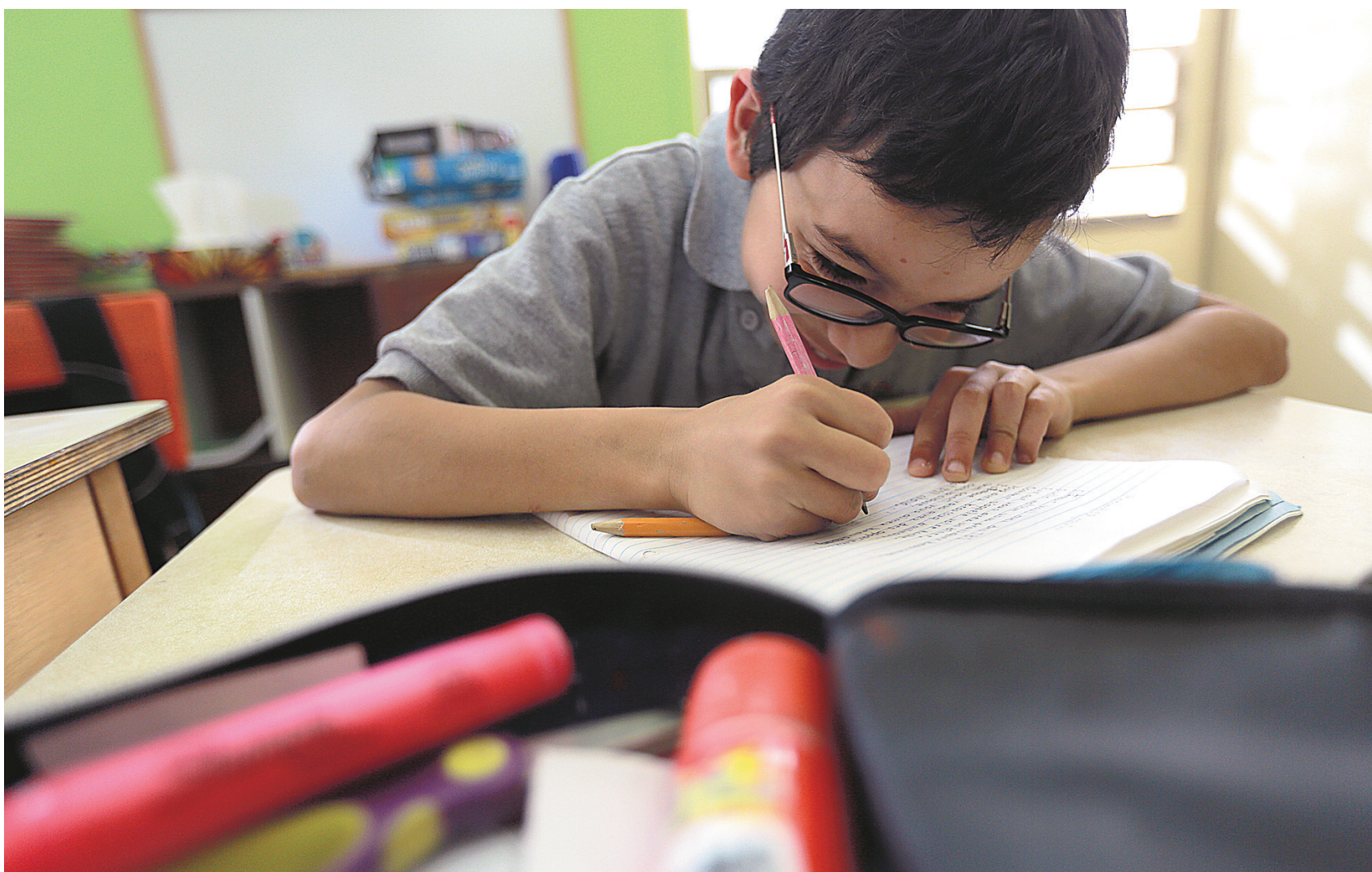
Or, il faut plutôt anticiper que le premier ministre désigné fera confiance à ses nouveaux ministres, qui auront les coudées plus franches que ceux des cabinets Harper, pense le chroniqueur. Le gouvernement Trudeau ne sera pas que Justin Trudeau.

Dans le même journal, Chris Selley revient sur ces engagements et écrit qu'ils offriront à l'opposition de bonnes occasions de questionner le gouvernement. En ce sens, Selley souhaite que Thomas Mulcair demeure chef du NPD, parce qu'il a été très efficace dans son rôle de procureur parlementaire. Les néodémocrates peuvent réfléchir aux causes de la défaite, mais ils ne trouveront pas de meilleur chef en Chambre que le député d'Outremont, dit-il.

Le Devoir

Les articles originaux sont liés aux versions numériques de ce texte.

## IDÉES



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Nous croyons qu'il vaut mieux investir dans l'éducation que dans les jeux, dans une génération d'élèves plutôt que dans une équipe de hockey professionnel.

## Apprendre à compter autrement

YVON RIVARD

Écrivain et « prof contre l'austérité »

« Nous ne sommes pas des comptables »  
— Saint-Denis Garneau

Nous ne sommes pas des comptables, nous comptons autrement, nous croyons que ce qui ne se compte pas est ce qui compte le plus.

Nous croyons qu'il vaut mieux investir dans l'éducation que dans les jeux, dans une génération d'élèves plutôt que dans une équipe de hockey professionnel, dans la formation générale d'êtres humains responsables d'eux-mêmes et de la communauté plutôt que dans la formation d'une main-d'œuvre soumise aux caprices du marché, car la seule dette que nous ne pourrions rembourser est un déficit de pensée et de conscience.

Nous croyons que l'école, du primaire à l'université, n'appartient ni à l'État, ni à l'industrie, ni aux administrateurs, ni aux parents, que c'est avant tout un lieu d'échanges entre professeurs et élèves, les professeurs enseignant aux élèves ce qu'ils ont appris des siècles précédents, les élèves obligeant les professeurs à se tourner vers l'avenir, et non un laboratoire où les professeurs feraient de la recherche en oubliant d'enseigner, ou un atelier où les élèves acquerraient des compétences en oubliant d'apprendre.

### Appartenir à la terre

Nous croyons qu'on ne peut liquider le passé sans en payer le prix, que l'avenir et ce pays, que l'avenir de ce pays, passent par la reconnaissance des cultures autochtones et paysannes dont nous sommes issus et que nous avons voulu éliminer, car elles détiennent les secrets de notre survie, à savoir que la terre ne nous appartient pas mais que nous appartenons à la terre, que nul ne peut se sauver seul, le tout n'étant jamais la somme des parties mais la relation vivante et harmonieuse entre celles-ci.

Nous croyons qu'une ressource qui n'est pas exploitée n'est pas perdue, qu'une rivière qui n'est pas détournée d'elle-même coulera plus librement dans notre regard, qu'un sol qui n'est pas miné nous portera plus sûrement, qu'une forêt qui n'est pas pillée nous fournira plus longtemps en bois et en rêves.

Nous croyons que le travail productif, quantifiable, monnayable sera de plus en plus rare, qu'il faudra donc reconnaître et développer toute autre forme de travail qui consiste à créer de la vie et à en prendre soin.

Nous croyons que tous les laissés-pour-compte, tous ceux et celles que les lois du marché, l'histoire des peuples ou l'héritage familial ont relégués dans la marge, ont droit au respect et à des conditions de vie qui leur permettent de contribuer à l'œuvre commune, ne serait-ce qu'en prenant soin d'eux-mêmes et de leurs semblables.

Nous croyons que la santé est un bien public, que dans une société malade nul ne peut se croire à l'abri de l'isolement qui, tôt ou tard, affecte le corps et l'esprit.

Nous croyons que la culture de consommation et du profit est l'asservissement (volontaire) du plus grand nombre au profit d'une minorité, le plus sûr chemin vers l'appauvrissement matériel et spirituel, et qu'il faut apprendre à compter autrement: moins de biens et plus de contraintes égalent plus de liberté.

Nous croyons que si l'argent est le nerf de la guerre, l'autorité morale est le sang de la démocratie, que seuls des citoyens moraux pourront se donner des dirigeants moraux, c'est-à-dire des êtres qui placent le bien commun, le souci des autres au-dessus de leurs propres intérêts; nous croyons que dès qu'un parti politique fait de l'économie son cheval de bataille, il y a de fortes chances que ce parti ait déjà remplacé l'autorité morale par l'argent, ait confondu la guerre et la démocratie.

Nous croyons que le Québec peut devenir un pays juste, différent et solidaire s'il résiste aux slogans, aux mots creux derrière lesquels se cachent tous les comptables qui prétendent nous sortir de la crise économique et sociale qu'ils ont créée et qui les sert bien; nous croyons que

chaque fois que nous entendons les mots « excellence », « compétitivité », « croissance continue », « état de droit », « mondialisation », « équilibre budgétaire », « majorité silencieuse », il faut se boucher les oreilles ou, mieux, se demander: qui parle ainsi et pour qui? Qui nous invite à sabrer les programmes sociaux, à travailler plus, à fournir notre « juste part »? Pour qui travaillent tous ceux qui affirment que l'État doit se soumettre aux cotes de crédit, aux lois du marché, à la rationalisation de la production?

### Cultiver sa différence

Nous croyons que la chance du Québec, qu'on accuse toujours d'être endetté ou en retard sur ceci ou sur cela pour mieux le vendre en lui imposant des politiques économiques et culturelles de rattrapage (cours intensifs d'anglais au primaire, cours d'entrepreneuriat au secondaire, forages aveugles ici et là, ports pétroliers, etc.), c'est d'assumer et de cultiver sa différence; nous croyons, comme l'écrivait Pierre Vadeboncoeur, « que si ce peuple vient à réussir, il restera d'abord un témoin de l'assimilation et persistera à ne pas faire les choses comme les autres, à les faire plus mal ou mieux que d'autres », que « l'avenir lui apparaît encore, singulière et naïve originalité, originalité féconde, comme le champ des possibles ».

Nous croyons que le Québec peut exister et croître s'il continue de défendre la langue française et de se nourrir des autres cultures, s'il fait de son territoire, de sa langue et de son héritage une terre d'accueil pour tous les gens, y compris les gens simples et humiliés, épris de liberté et de justice; nous croyons que le Québec peut devenir un pays pour tous ceux et celles qui n'ont plus de pays ou qui étouffent dans le leur, pour ceux et celles qui croient qu'un monde nouveau est possible, ici, entre gens de bonne volonté.

Nous ne sommes pas des comptables, nous comptons autrement. Nous sommes riches de ce que nous partageons et de ce qui nous manque, nous croyons à une éducation qui insinue le libre-échange du temps et de la parole, du temps qui devient parole lorsqu'il n'est plus de l'argent, de la parole qui devient du temps lorsqu'elle se met à écouter.

## Le Titanic

DAVID DESJARDINS



Le mois se termine avec la fête des Morts. Il a débuté avec celle de Henning Mankell. Je n'ai pas lu les chroniques sur sa maladie qu'il publiait dans un journal suédois, ni d'ailleurs autre chose de son œuvre que ses polars. Mais je suppose qu'à force de convoquer si souvent la finitude, dont la sienne, il était peut-être parvenu à la tutoyer sans toutefois s'en faire une amie.

Mon éloge funèbre s'est manifesté par la re-visite des *Morts de la Saint-Jean*, dont j'avais presque tout oublié, sauf la jubilation de ma première lecture.

Je l'ai à nouveau inhalé, comme une drogue familière qui donne envie d'y revenir encore et encore. Jubilation renouvelée. Mais pas seulement à cause du récit. Ni simplement pour le personnage du taciturne inspecteur Wallander ou cette filiation culturelle émanant de l'obsession météorologique.

Ce qui m'a sonné, encore, c'est le contexte, la mise en scène. Le meurtre sauvage comme un cri qui annonce une civilisation déclinante.

Bien avant de recevoir son propre diagnostic de cancer, Mankell décrivait celui qui essaime ses métastases dans la société suédoise, grignotant la foi citoyenne dans son modèle social.

Mais Mankell ne se contente jamais d'épanchements nostalgiques. Son constat est indigné, mais montre du doigt la cause des changements. En quelques phrases, il montre que le vernis civilisationnel s'écaille seulement dans la mesure où s'érodent les principes qui président à sa confection: surtout l'égalité des chances, l'aide pour les laissés-pour-compte. Alors, dilué par la voracité des puissants et le renoncement du politique, le vernis craque.

En relisant cela, je me suis souvent que j'aurais écrit à propos des *Barbares* d'Alessandro Baricco. Un recueil de chroniques que l'auteur de *Soie* et *City* a publiées il y a maintenant 10 ans dans des journaux italiens. Et à lire presque tout le monde qui a écrit là-dessus plus tôt cette année, j'avais la conviction d'y trouver une bouée.

Quelqu'un qui viendrait m'expliquer pourquoi avant, c'était bien mieux.

À la place, j'y ai compris la logique d'une inéluctable mutation culturelle, expliquée clairement, presque froidement.

Oh, bien sûr, le monsieur regrette le bon vieux temps. Mais il évite admirablement de devenir le grand-papa Ronchon que décrivait le philosophe Michel Serre dans son essai *Petite Poucette*, personnifiant ainsi la résistance stérile au changement.

« *Soyons indulgents avec les jeunes*, dit Serre, ce sont des mutants. »

C'est exactement ce que constate Baricco dans son essai.

Et surtout: il dit l'urgence de choisir ce que nous désirons préserver de cet autrefois qui nous manque déjà.

Parce qu'il va falloir choisir puisque ceci n'est pas un simple changement de paradigme. C'est une révolution. C'est le *Titanic* de la culture classique qui coule. Faudra décider ce qu'on garrotte dans les canots de sauvetage et ce qu'on légue à la mer. Qu'est-ce qui compte dans l'histoire, dans la littérature, dans la musique? Et plus important encore: dans les idées, les principes sociétaux?

Remarquez, on peut toujours se dire que ça se peut pas, et pleurer comme des tatas en regardant sombrer l'insubmersible. Ou, comme cela m'arrive trop souvent, jouer avec l'orchestre sur le pont.

Parce que je suis de ces irréductibles vieux grognons, de ceux qui regrettent ces temps où l'on glorifiait l'effort, la discipline, où l'apprentissage se faisait dans la douleur, sorte de préambule formatif à la vie qui, elle, attendait au détour pour nous mettre quelques coups de pied au cul. J'ai toujours cru à une idée de la culture un peu complexe. Mais ce monde-là n'existe plus.

C'est ce que je retiens surtout de l'essai de Baricco, avec son absence de complaisance. Il a beau comprendre la logique implacable de ce monde nouveau, il en voit les failles, comme celles de l'ancien, d'ailleurs.

Et d'aujourd'hui, il critique surtout que la dictature de la surface des choses et du spectacle ait infecté la politique. Que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondèrent l'idée de la démocratie aient coulé à pic, et que la seule valeur effective de la démocratie, ce soit la démocratie. Ce qui, forcément, la fait tourner à vide puisque l'idée d'elle-même lui suffit pour exister.

Les obsédés du vote comme « *devoir de citoyen* » devraient y réfléchir deux secondes.

Mankell va dans le même sens dans *Les morts de la Saint-Jean*, et dans la plupart de ses polars: les principes qui guidaient nos sociétés s'effacent au profit d'une autre logique, forcément individualiste, mais qui n'est pas spontanée non plus; les mêmes qui pleurent le passé sont ceux qui l'ont pillé, saccagé.

Maintenant, le navire coule. L'orchestre des incrédules sombre en jouant Bach, ou Dylan, ou Beau Domage. Et d'entre les morts, un Suédois répond à un Italien pour nous dire que ce monde change, mais qu'il n'est pas perdu. À condition, bien sûr, que nous tentions d'en sauver les quelques principes qui en valent la peine et autres morceaux de beauté plutôt que de rejouer un air pour vieux cons.

## Que dois-je dire à Emma ?

MARIE-THÉRÈSE FORTIN

Mère, citoyenne et comédienne  
Montréal

Quand notre fille Emma nous a annoncé qu'elle souhaitait entreprendre des études en soins infirmiers, nous étions ravis. Ravis et fiers d'elle. Nous avons discuté des raisons qui la motivaient à choisir ce métier, de ce qui l'attirait dans cette vocation belle certes, mais exigeante. Elle nous a regardés avec un drôle d'air puis elle a répondu que c'était la profession qui l'avait choisie. Et que c'était comme ça et pas autrement.

Elle est maintenant en deuxième année de formation. Elle se passionne pour tout ce qu'elle apprend. Elle découvre avec joie que ses liens avec les patients, lors de ses stages, sont une source d'enrichissement et d'expériences humaines incomparables. Nous la voyons, jour après jour, grandir dans cet apprentissage. Elle devient une femme déterminée et forte de ses choix. Qu'est-ce que des parents peuvent demander de mieux?

Un matin, je la voyais se préparer pour son départ au cégep avec toujours le même élan et j'avais sous les yeux, à la une du journal, un article qui faisait état des négociations en cours entre la FIQ et le ministre de la Santé. J'avais sous les yeux les conditions de travail qui seraient la réalité quotidienne de ma fille dès qu'elle aurait terminé ses études. Et du coup, je n'étais plus du tout rassurée de ses choix et la pour dire vrai, je me suis demandé si nous ne devions pas la prévenir de ce qui l'attendait vraiment. Quitte à la voir renoncer.

Je pense, comme beaucoup de citoyens, comprendre les enjeux qui sont au cœur de ces négociations. Chaque partie fait valoir son point de vue et veut marquer des points. Mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte que rien, dans les offres gouvernementales, ne vient reconnaître la compétence des employés en soins infirmiers et les soutenir dans une pratique à la hauteur de leur éthique professionnelle. Rien ne leur assure un cadre de travail stable où ils pourront déployer un savoir-faire en phase avec le bien-être des patients.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Rettino-Parazelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélier-Grino et Robert D'utrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Hamon (pupitre); information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hannon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Cailion, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis). DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ: Mélanie Simard (cadjointe par intérim). Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elinam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock. ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

# SCIENCES

## La peste n'est pas morte, mais n'a plus le même visage

Selon une étude, la maladie ne s'est pas toujours propagée de la même façon au fil des siècles

La peste, cette maladie qui a fauché près de la moitié de la population européenne au Moyen Âge, n'est pas une maladie du passé. Elle sévit toujours et même tout près de chez nous. Comme à cette époque lointaine, les humains contractent le plus souvent la maladie lors d'une piqûre de puce infectée. Mais il n'en aurait pas toujours été ainsi, selon une nouvelle étude de paléogénomique. Chose certaine, on peut aujourd'hui rattrapper de cette maladie si des antibiotiques sont administrés rapidement, ce qui en fait une maladie moins redoutée que jadis.

PAULINE GRAVEL

**A**u début du mois de septembre dernier, un cas de peste bubonique a été détecté non loin du Canada, dans l'État du Michigan, aux États-Unis. La victime, une résidente de la ville de Marquette, sur les rives du lac Michigan, aurait été infectée au Colorado, où elle venait d'assister à un festival de musique. Au cours de l'été, deux touristes, un homme et un enfant, ont souffert de cette maladie reconnue comme une des plus meurtrières de l'histoire, après avoir visité le parc Yosemite, en Californie. La semaine dernière, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) confirmaient avoir dénombré jusqu'à maintenant en 2015, sur le territoire américain, 15 cas de peste, dont quatre ont entraîné la mort (des patients âgés de 16 à 79 ans).

Il s'agit d'un record puisqu'en moyenne sept cas de peste humaine sont signalés chaque année dans ce pays, principalement dans les régions rurales et péri-urbaines du Colorado, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique. Ce sont des rats infectés voyageant à bord de navires commerciaux en provenance d'Asie qui auraient introduit la maladie aux États-Unis, plus précisément à San Francisco, en 1900. Véhiculée par les rats et autres petits animaux, la maladie s'est alors répandue dans le sud-ouest du pays, où elle est toujours présente.

Au Canada, la maladie est rarissime : c'est en 1939 que le dernier cas y a été recensé.

En 2013, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a enregistré 783 cas de peste dans le monde, dont 126 se sont soldés par un décès. Depuis les années 1990, les pays les plus touchés sont Madagascar, la République démocratique du Congo et le Pérou. En 2014 et 2015, Madagascar a connu une flambée de peste avec plus de 335 cas, dont 79 ont été mortels. Dans ce pays africain, la maladie se propage rapidement en raison de la densité de population, de la précarité du système de soins et de la forte résistance des puces à la deltaméthrine, un insecticide utilisé pour élimi-

ner ces petits insectes qui sont les principaux vecteurs de la maladie.

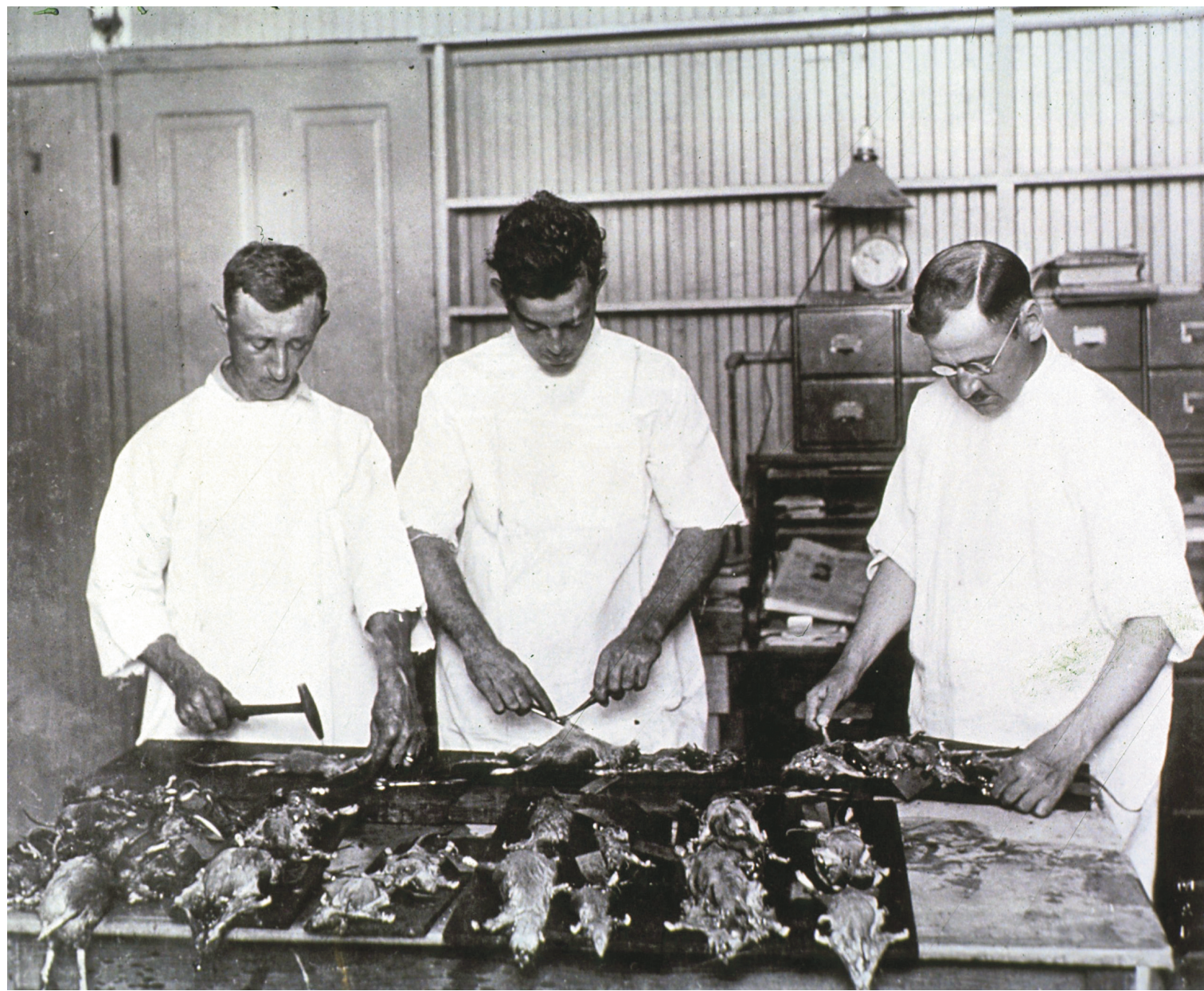
### Puces et petits rongeurs

En fait, dans ces différentes régions du monde, la bactérie responsable de la peste continue de circuler dans les puces et les petits rongeurs (rats, souris, écureuils, tamias, chiens de prairie, campagnols ou lapins) sur lesquels elles vivent. Et quand, à l'occasion, ces puces infectent beaucoup plus de rongeurs qu'à l'habitude, ces derniers sont alors plus nombreux à mourir, et leurs puces affamées sont dans ce cas plus agressives dans leur recherche d'autres sources de sang, comme les humains et les animaux domestiques qui rôdent dans leur environnement. Une fois contaminés, les chats sont habituellement très malades et peuvent infecter directement les humains par les gouttelettes infectieuses qu'ils projettent dans l'air quand ils toussent. Les chiens résistent quant à eux un peu mieux, mais ils peuvent apporter des puces infectées dans la maison. Les humains peuvent aussi contracter la maladie en manipulant la peau et la chair d'animaux contaminés.

### Transmission

L'humain contracte donc la peste principalement (dans 80 à 85% des cas) après avoir été piqué par des puces contenant le bacille. Ce mode de transmission induit généralement la forme bubonique de la maladie, qui se caractérise par un gonflement des ganglions lymphatiques de l'aîne, des aisselles ou du cou. Aux stades avancés de la maladie, les ganglions enflammés (nommés bubons) finissent par s'ulcérer et suppurer, et le bacille se propage dans le sang. Les mains, les pieds, le nez et les lèvres peuvent alors devenir gangreneux et noirs, d'où le nom de peste noire donnée à la pandémie ayant sévi au Moyen Âge en Europe.

Des liquides infectieux qui entrent en contact avec des lésions sur la peau, et parfois une piqûre de puce infectée, provoquent la forme septicémique de la peste, où l'infection se répand directement dans la circulation sanguine. La peste septicémique représente 10% des cas.



À La Nouvelle-Orléans, en 1914, trois scientifiques disloquent des rats. La peste a proliféré aux États-Unis en raison de différents petits animaux. Si la maladie est encore présente au sud de la frontière, elle est rarissime au Canada, où le dernier cas recensé date de 1939.



Selon une étude réalisée sur l'ADN des dents d'individus de l'âge de bronze, les populations n'y étaient victimes que de la forme pneumonique de la peste, et non de sa forme bubonique

La peste pneumonique peut quant à elle se déclarer chez une personne qui inhale des gouttelettes infectieuses générées par la toux d'un animal ou d'un autre humain atteint de cette forme de la maladie. Il s'agit de la forme la moins courante, avec 3% des cas, mais la plus dangereuse, car elle peut entraîner la mort dans les 24 heures suivant l'infection.

### Grandes pandémies

Des études paléogénomiques ayant consisté à analyser l'ADN de la bactérie responsable de la peste retrouvée sur des squelettes d'humains ayant vécu à des époques lointaines avaient permis de confirmer que la même bactérie qui sévit aujourd'hui, *Yersinia pestis*, était à l'origine des trois grandes pandémies de peste bubonique qui ont marqué l'histoire de l'humanité : la peste de Justinien, qui a débuté entre 541 et 544 et s'est poursuivie de façon intermittente jusqu'en 750, et qui participa probablement au déclin de l'Empire byzantin ; la peste noire, qui est apparue en 1347 et provoqua 50 millions de morts en Europe, en Afrique

du Nord et en Asie, éliminant ainsi entre 30 et 50% de la population européenne ; et la troisième pandémie, qui émergea en Chine en 1850 et explosa en 1894, année où le chercheur franco-suisse Alexandre Yersin identifia le bacille sur des bubons de victimes de cette pandémie.

### Âge de bronze

Une nouvelle étude de paléogénomique réalisée cette fois sur l'ADN des dents de 101 individus de l'âge de bronze — entre 3000 et 1000 ans avant Jésus-Christ — et exhumés dans différentes régions d'Asie et d'Europe a permis de retrouver la présence de *Yersinia pestis* sur sept de ces individus, dont le plus ancien a vécu entre 2909 et 2679 av. J.-C. (soit il y a environ 5000 ans) dans le sud-est de la Russie actuelle, et le plus récent entre 1048 et 885 av. J.-C. (soit il y a environ 2800 ans, au début de l'âge de fer) dans une région aujourd'hui occupée par l'Arménie.

Mais en y regardant de plus près, l'équipe de chercheurs de l'Université de Copenhague, de l'Université technique du Danemark et de l'Université Cambridge au Royaume-Uni a remarqué que contrairement à la bactérie du spécimen le plus récent, qui était en tout point identique à celle ayant provoqué les trois grandes pandémies, l'ADN des bactéries présentes sur les six autres spécimens plus anciens était dépourvu du gène « ymt » (pour *Yersinia murine toxine*), qui produit une enzyme permettant à la bactérie de survivre dans les intestins des puces, voire de les coloniser, et ainsi d'utiliser ces petits insectes comme vecteur de la maladie. De plus, seule la bactérie du spécimen le plus récent était portuse d'une mutation dans le gène *pla* (pour *plasminogen activation gene*), qui a permis à la bactérie de s'attaquer non seulement aux poumons, mais aussi aux ganglions lymphatiques, conduisant ainsi au développement de la forme bubonique de la maladie.

Dans l'article qu'ils ont publié la semaine dernière dans la revue *Cell*, ces chercheurs expliquent que, vraisemblablement, les souches les plus anciennes de *Yersinia pestis* examinées n'étaient pas en mesure d'induire la peste bubonique. Les populations de l'âge de bronze n'étaient donc victimes que de la forme pneumonique de la peste, qui ne se transmet que par voie aérienne d'un individu infecté à un autre, ou de la forme septicémique, qui se transmet par le sang, deux formes de peste dont les modes de transmission sont beaucoup moins efficaces que les puces, ce qui a donc limité la propagation de la maladie à l'intérieur des communautés ou des villages. La maladie n'en était toutefois pas moins pathogène. « Un seul chasseur ou berger atteint pouvait dévaster une communauté entière en l'espace de deux à trois jours », affirme la coauteure Martha Mirazon Lahr, du Département d'archéologie et d'anthropologie de l'Université Cambridge.

### Apparition de la peste bubonique

Le fait que la mutation du gène *pla* et le gène *ymt* sont présents dans l'ADN du bacille trouvé sur l'individu le plus récent ayant vécu vers 950 av. J.-C., mais sont absents dans le second plus récent échantillon datant de 1686 av. J.-C. suggère que la souche de peste bubonique transmise par des puces est probablement apparue durant cet intervalle. Mais « compte tenu de la grande distance géographique séparant les deux individus, il est probable que la souche arménienne contenant le gène *ymt* et la mutation du gène *pla* aient une plus longue histoire au Moyen-Orient et que les mouvements migratoires ayant eu lieu durant le premier millénaire av. J.-C. aient contribué à la répandre ailleurs. La peste était peut-être même un facteur ayant provoqué ces migrations », avance Simon Rasmussen, premier auteur de l'article et chercheur à

l'Université technique du Danemark. « Les livres de Samuel dans la Bible décrivent justement une flambée de peste provoquant le gonflement de l'aîne parmi les Philistins en 1320 av. J.-C., ce qui suggère que la souche de la peste bubonique serait apparue au Moyen-Orient », ajoute Martha Mirazon Lahr.

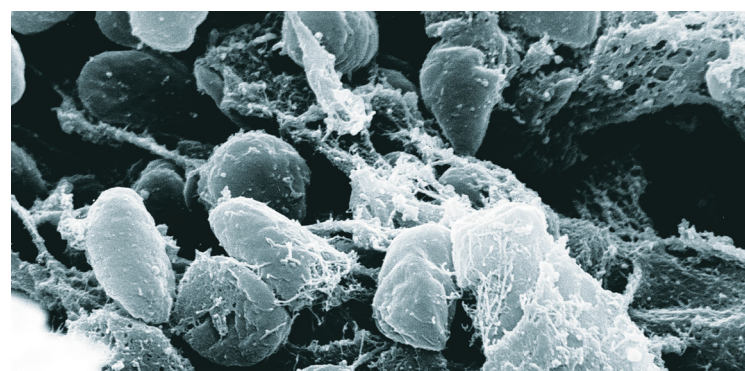
### Applications

« Découvrir les mécanismes qui ont facilité l'évolution de *Yersinia pestis* peut nous aider à comprendre comment de futurs pathogènes pourraient émerger et évoluer », fait valoir l'auteur principal de l'étude, Eske Willerslev, de l'Université de Copenhague et l'Université Cambridge.

« On peut ainsi imaginer que certaines maladies, comme l'Ebola par exemple, pourraient acquérir un nouveau gène ou une section d'ADN qui lui permettrait de se disséminer dans l'air plutôt que par les liquides corporels. Nous aurions alors un problème beaucoup plus important entre les mains », fait remarquer Wyndham Latham, microbiologiste à la Feinberg School of Medicine, à Chicago.

Les connaissances fondamentales que cette étude apporte sur l'émergence de la grande virulence de la maladie pourront également aider à identifier de nouvelles cibles diagnostiques, thérapeutiques et vaccinales permettant de mieux combattre ce terrifiant pathogène. Car la peste n'est peut-être plus une menace aussi redoutée que jadis pour la santé publique, mais elle figure néanmoins parmi les agents potentiellement les plus dangereux en matière de bioterrorisme. La forme pneumonique en particulier pourrait s'avérer une arme très efficace étant donné qu'elle n'est souvent pas diagnostiquée rapidement et qu'elle est très souvent mortelle. Le bioterrorisme serait probablement la seule façon par laquelle une nouvelle pandémie de peste pourrait survenir.

Le Devoir



La bactérie *Yersinia pestis*, qui est à l'origine des trois grandes pandémies de peste bubonique qui ont marqué l'histoire de l'humanité.

### Comment traiter la peste ?

Un traitement antibiotique permet généralement la guérison, mais son niveau d'efficacité dépend de la rapidité avec laquelle il est administré. Selon les CDC, le taux de mortalité atteint néanmoins 16% parmi les patients qui ont été traités, tandis qu'il varie entre 66% et 93% parmi ceux qui n'ont pas été traités du tout. Il est donc très important de diagnostiquer le plus tôt possible la maladie, qui peut souvent être confondue avec la grippe étant donné qu'elle induit des symptômes similaires, tels qu'une fièvre soudaine, des maux de tête, des douleurs corporelles, un état de faiblesse, des nausées et des vomissements. Ces symptômes, de même que le gonflement des ganglions lymphatiques dans le cas de la peste bubonique, apparaissent généralement de trois à sept jours après l'exposition à la bactérie. Le diagnos-

tic peut être fait à partir d'une biopsie ganglionnaire, d'un échantillon sanguin ou d'expectorations. Les vaccins qui sont actuellement offerts ne se sont toutefois pas avérés très efficaces.

### La prévention

Les personnes qui pratiquent des activités de plein air dans des régions où la peste est endémique devraient porter des pantalons longs et appliquer un insectifuge sur leurs vêtements et leur peau. Ils doivent éviter tout contact direct avec des animaux malades ou morts et ne jamais nourrir les écureuils, tamias et autres petits rongeurs. De plus, celles qui sont propriétaires d'animaux domestiques devraient traiter régulièrement ces derniers contre les puces et consulter un vétérinaire s'ils tombent malades.